Colombie : le cartel de Washington

samedi 27 mai 2006, par [DUARTE Ana Maria](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2006).

Alors que l'élection présidentielle se tient le 28 mai, la Colombie vit une crise humanitaire et politique sans égal en Amérique latine. L'élection, en 2002, d'Alvaro Uribe Velez à la tête du pays a décomplexé l'ascension d'une extrême droite dopée au paramilitarisme et au trafic de drogue. Réminiscence de la guerre froide, la guerre contre l'ennemi interne, attisée par Washington, est ancrée au sein du pouvoir.

Sommaire

- [Appui des États-Unis](#)
- [Violence d'État](#)
- [Position clé](#)
- [Campagne électorale à haut](#)
- [Extension régionale du conflit](#)

La Colombie est en guerre depuis 1948. L'assassinat de Jorge Eliecer Gaitan, leader libéral porté par un important mouvement populaire, marque le début d'une guerre civile sans précédent. La violence fera 200 000 morts. Dans les années 1960, des mouvements d'autodéfense paysans, organisés pour faire face à la répression des conservateurs, naissent. Deux mouvements d'insurrection armés - les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) et l'Armée de libération nationale (ELN) - ont pour objectif de prendre le pouvoir et d'instaurer un régime à tendance socialiste. Composées pour l'essentiel de paysans, les Farc comptent aujourd'hui environ 20 000 combattants et l'ELN environ 4 000. Depuis, le panorama a peu changé. Un train de mesures immédiates pourrait mettre fin au conflit - les partis de gauche et les organisations populaires portent cette solution -, car les profondes inégalités le perpétuent (1,5 % des propriétaires détiennent 80 % des terres). Une violente répression politique, érigée en politique d'État, maintient au pouvoir une oligarchie intransigeante, la guérilla et la guerre civile tenant du symptôme. Syndicats, mouvements paysans, locaux, étudiants, ONG de défense des droits de l'Homme : toute forme d'opposition politique, de revendications de droits et de justice, est taxée en bloc d'être dirigée ou infiltrée par la guérilla, et les militants font l'objet d'une stratégie d'élimination systématique. Le pays compte aussi plus de trois millions de déplacés internes, paysans pour la plupart, chassés de leurs terres par les groupes paramilitaires et/ou l'armée.

Dès 1965, sur recommandation des Américains, un décret autorise le ministre de la Guerre à « armer des civils avec du matériel habituellement réservé aux forces armées », pour contrer l'avancée de la guérilla. Le paramilitarisme n'a cessé de se renforcer depuis. La stratégie paramilitaire en Colombie n'a pas d'équivalent en termes de cruauté et d'organisation. Né des gardes blanches armées et financées par des latifundistes, le trafic de drogue et certaines sphères politiques, le paramilitarisme est le bras non conventionnel d'une politique d'État criminelle. Ainsi, la guerre sale, les massacres, les violations massives des droits de l'Homme ne sont pas imputables directement à l'État colombien.

Appui des États-Unis

La stratégie est à la guerre totale. En 2000, le président Pastrana, après avoir engagé des négociations de paix avec les Farc qu'il torpilla par la suite (une vieille tradition), opte finalement pour la conclusion d'un accord avec l'administration Clinton, donnant naissance au Plan Colombie. Censé éradiquer les cultures illicites et le trafic de drogue au moyen d'un important dispositif militaire et de fumigations, il est alors présenté comme un « plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État », et porte sur sept milliards de dollars, 20 % du budget finançant un volet dit « social » ayant comme objectif prioritaire des « mesures pour attirer les investissements étrangers et promouvoir l'expansion du commerce ». Au début du plan, on enregistrait environ 123 000 hectaresensemencés de coca dans treize départements. Il y en a aujourd'hui au moins 144 000 dans 25 départements. L'essentiel de l'« aide » a servi à surarmer le pays, toute demande de rallonge budgétaire de Bush au Congrès américain pour la guerre en Irak étant doublée d'une demande similaire pour la Colombie. Le pays tient le troisième rang des bénéficiaires de l'aide militaire américaine après Israël et l'Égypte. Une crise profonde s'est installée, depuis les années 1970, au sein des classes moyennes, durement touchées par la désindustrialisation. Ce sont elles qui ont porté Uribe Velez au pouvoir en 2002. Transfuge du parti libéral, élu sur une solution de surenchère guerrière, il s'est présenté en rupture avec la classe politique traditionnelle, prétendant en finir avec le clientélisme et la corruption. Riche propriétaire terrien proche du Cartel de Medellin, l'ex-gouverneur d'Antoquia a géré le programme « Medellin sans bidonvilles », financé par Pablo Escobar, le parrain de la drogue, et s'est illustré par un soutien sans faille aux paramilitaires tout au long de sa carrière.

Violence d'État

Son offensive médiatique et diplomatique consiste à justifier la guerre sale. Cela passe par la construction d'un consensus idéologique, et tous les moyens sont bons, y compris les fausses annonces de démobilisation de guérilleros, reprises par les agences de presse et les médias internationaux. Une stratégie qui incite, avec l'aide de la coopération internationale et la multiplication d'ONG créées en marge du plan Colombie, le pouvoir à coopter une partie de ses opposants, aidé en cela par l'usure de l'opinion face à la guerre et aux guérillas.

La politique mal nommée de « sécurité démocratique » d'Uribe vise à frapper durement la guérilla et à provoquer sa capitulation. Cela inclut la participation croissante de la population civile à la contre-insurrection, avec la mise en place d'un réseau d'informateurs et de soldats paysans, générant l'enlèvement du conflit. Avec la loi « justice et paix », votée en 2005, le gouvernement se donne les moyens de légaliser le paramilitarisme, au prétexte de sa démobilisation, et d'institutionnaliser l'insertion sociale de criminels avec l'aval à peine critique de la communauté internationale. La Commission européenne a débloqué 1,5 million d'euros en faveur de la paix et de la réconciliation en Colombie ! Cela se traduit par la présence des paras dans les programmes sociaux et leur déplacement d'une région à l'autre. Le réinvestissement direct des forces armées est patent, dopé par l'aval de Bush et la stratégie guerrière décomplexée d'Uribe Velez.

Les guérillas sont implantées là où le contrôle territorial institutionnel de l'État est quasi inexistant, notamment dans les zones d'avancée de la colonisation agricole de petits producteurs et à la géographie difficilement pénétrable, où elles exercent des fonctions économiques, politiques et judiciaires de substitution. Leurs zones d'influence (les Farc sont réparties en une soixantaine de fronts) se concentrent dans des couloirs clés, riches en ressources naturelles.

Le pays occupe, de fait, une situation géostratégique rêvée au cœur de la zone andino-amazonienne,

zone qui compte 60 % des réserves de pétrole et de gaz, 72 % de celles de charbon, 46% du potentiel hydraulique et 40% de l'eau douce de l'Amérique latine. Dotée de façades maritimes sur les deux océans, de ressources énergétiques et minières, la Colombie est le point de jonction des deux plans d'intégration de l'infrastructure continentale, le plan Puebla Panama et l'Initiative d'infrastructure régionale pour l'Amérique du Sud (Iirsa). Ces derniers sont destinés à l'implantation de couloirs industriels, de transport, d'intégration énergétique et de moyens de télécommunication et d'observation ultra-sophistiqués, destinés à l'information des marchés et à l'intelligence militaire. Ils sont doublés de couloirs biologiques ceinturant une biodiversité exceptionnelle conduisant vers l'Amazonie. Si ce maillage a été établi pour le projet impérialiste américain de recolonisation, les Européens complètent subtilement le dispositif de pillage organisé.

Position clé

La signature, en février, d'un traité de libre-échange avec les États-Unis a accéléré les réformes ad hoc en amont. Initié par la liquidation de l'Institut de la réforme agraire, tout un programme destiné à « améliorer le climat des affaires » a été mis en place : privatisations, coupes budgétaires dramatiques, particulièrement dans l'éducation et la santé, organisation de la faillite de certains services publics, loi sur l'eau, loi forestière. Sur une population totale de 46 millions d'habitants, le pays compte 54% de pauvres dont dix millions vivent dans la misère totale. La dette extérieure, multipliée par vingt ces quinze dernières années, s'élevait, en novembre dernier, à 37,337 milliards de dollars, soit 30,2% du produit intérieur brut.

Le plan Colombie, aujourd'hui Initiative régionale andine (IRA), et le repositionnement actuel de l'ingérence politique et militaire des États-Unis ont valeur d'avertissement pour les mouvements populaires de la région, en particulier bolivien et vénézuélien. L'ancrage des guérillas et la résistance exceptionnelle des mouvements populaires civils colombiens constituent cependant un frein essentiel à l'extension du pillage de la région.

Encarts

Campagne électorale à haut risque

La campagne pour l'élection présidentielle du 28 mai prochain tient de la gageure. Porteur du projet unitaire de la gauche radicale, bien ancrée au sein du Pôle démocratique alternatif (PDA), Carlos Gaviria suscite d'importantes mobilisations populaires dans tout le pays, certaines étant hautement symboliques dans des villes tenues par les paramilitaires. Inconcevable pour Uribe, qui utilise directement ses fonctions à l'encontre de ses opposants : survol de meetings par des hélicoptères de l'armée braquant le candidat conservateur Álvaro Leyva Druán, très engagé dans des pourparlers avec les FARC ; poursuite de l'extermination des membres du Parti communiste colombien (150 sont morts sous le mandat d'Uribe) et de l'Union patriotique ; achat de pages Web du PDA redirigées vers le site présidentiel ; suppression de bureaux de vote pour de douteuses raisons d'« ordre public », alors qu'une gigantesque fraude ayant permis le triomphe d'Uribe au premier tour des élections de 2002 vient d'être révélée.

Extension régionale du conflit

En 2002, le gouvernement colombien est le seul, avec celui des États-Unis, à reconnaître le régime issu du coup d'État contre le président vénézuélien, Hugo Chavez. Alvaro Uribe l'accuse à l'envi de soutenir le « terrorisme » des Farc et multiplie les manœuvres de déstabilisation. En 2004, les autorités vénézuéliennes arrêtent 130 paramilitaires colombiens à vingt kilomètres de Caracas, visiblement là pour renverser Chavez et sous commandement des services de renseignement colombiens.

L'enlèvement de responsables des Farc comme Rodrigo Granda, à Caracas, suivi de celui de Simón Trinidad à Quito (Équateur), mandatés pour négocier l'« échange humanitaire » réclamé par la guérilla et par les familles des otages - dont celle d'Ingrid Bétancourt -, a bloqué une issue au sort injuste des otages. Uribe a pris soin de torpiller toute solution pour les victimes d'un conflit étouffé par sa non-reconnaissance officielle. Le mode opératoire évoque le Plan Condor. Au nom de la lutte contre le terrorisme post-11 Septembre et le trafic de drogue, le conflit s'étend désormais ouvertement, via le plan Patriote, à la guerre anti-insurrectionnelle vers l'Équateur. En 2006, plusieurs violations de l'espace aérien équatorien par l'armée colombienne ont fait monter la tension. Les « paras » sont aux frontières des pays voisins et les manœuvres militaires conjointes sous commandement US se multiplient, impliquant de plus en plus de pays latino-américains au nom de la « défense régionale ». Les zones d'état de siège local, comme les zones de réhabilitation et de normalisation suivant le modèle des « hameaux stratégiques » mis en place au Viêt-nam, participent d'une militarisation croissante aux frontières, tout en dotant l'armée colombienne de pouvoirs extramilitaires croissants.

P.-S.

* Paru dans « Rouge » n° 2160 du 25 mai 2006.